

Communiqué de Presse

ASSEMBLEE PLENIERE DU 29 JUIN 2004

L'actualité au cœur des débats : OGM, maisons de retraite, EDF et décentralisation

Dans son discours d'ouverture de l'assemblée plénière du Conseil régional réunie aujourd'hui, Martin MALVY a tenu à revenir sur plusieurs sujets d'actualité qui ont donné lieu à trois vœux et à une question orale durant cette même session.

Déplorant que la **culture d'OGM** en plein champ ait fait l'objet « d'une parodie de consultation » au cours de ces dernières semaines, Martin MALVY a rappelé la position défavorable du Conseil régional sur ce dossier, déjà exprimée officiellement en février 2003, sans d'ailleurs que le gouvernement n'y donne suite. « Nous n'avons pas le pouvoir d'intervenir mais au moins celui de dire que la méthode n'est pas acceptable et qu'au nom du principe de précaution, nous demandons que ces essais soient abandonnés » a précisé le président, en indiquant que cette attitude n'était pas à confondre avec la recherche à des fins médicales que la Région est même prête à soutenir mais qu'elle est liée aux incertitudes que le ministre de l'agriculture fait lui-même peser sur ce dossier, en déclarant ses réserves sur les OGM et la nécessité d'une grande vigilance. Un vœux a d'ailleurs été adopté en ce sens et sera transmis au gouvernement auquel le Conseil régional demande de communiquer sur le sujet et de lui faire parvenir les documents scientifiques sur lesquels repose sa décision.

Au moment où le gouvernement affiche sa volonté d'intervenir en faveur des personnes âgées, Martin MALVY a par ailleurs déploré le désengagement de l'Etat dans le programme de modernisation des établissements d'accueil pour **personnes âgées**. En Midi-Pyrénées – mais le constat est le même dans toutes les régions de France - « L'Etat n'a, à ce jour, participé au programme que pour 1,3 millions sur les 8 millions pour lesquels il s'était engagé au titre du contrat de plan » a notamment déclaré le président de Région. « Nous, nous avons respecté nos engagements tout comme les Départements. Mais au résultats, 10 projets seulement ont été mis en chantier au lieu de 30. ». Une question orale a été débattue sur ce sujet au terme de laquelle, le président de Région a annoncé qu'il allait pour la 4^e fois saisir le premier ministre.

Martin MALVY a également évoqué la situation **d'EDF et des services publics** en général. « La réduction massive des effectifs des services publics entraînera – a-t'il dit - une accélération évidente de leur dégradation et créera un handicap supplémentaire à l'aménagement du territoire et à l'égalité des citoyens. Quant à la réforme d'EDF, elle conduira inévitablement pour la président de Région, à la fin de l'unité tarifaire pour les particuliers. Prétendre l'inverse relève d'une tromperie. » a-t'il ajouté. Un vœux s'opposant au changement de statut d'EDF, a été adopté par l'assemblée.

Enfin le président du Conseil régional n'a pas manqué de s'exprimer une nouvelle fois sur le projet de loi sur la **décentralisation**, en souhaitant vivement que « l'annonce faite par le premier ministre d'une entrevue le 6 juillet avec les présidents de Région aille dans le sens du dialogue et ouvre la voie de la raison. La décentralisation ne peut pas être mise en danger par une loi de circonstance. Ni par son dévoiement qui consisterait à abuser des collectivités locales pour en faire la variable d'ajustement du budget de l'Etat », a conclu Martin MALVY.